

*The Politics of Buddhist Organizations in Taiwan: 1989-2003:*

*Safeguarding the faith, building a pure land, helping the poor.*

par André LALIBERTÉ

Londres – New York, RoutledgeCurzon, 2004, 178 p.

Compte-rendu par David A. Palmer

PRE-PUBLICATION VERSION

Publié dans *Archives de sciences sociales des religions* 134 (2006), pp. 220-221.

Ce livre est une analyse comparative du comportement politique de trois grandes associations bouddhiques dans le Taïwan contemporain. Le premier cas étudié, la Buddhist Association of the Republic of China (BAROC), fut l'association bouddhique officielle dans le système corporatiste du régime Guomindang jusqu'à la levée de la loi martiale en 1987. Depuis l'ouverture politique de l'île, cette association peine à asseoir son autorité sur le monde bouddhiste ; dominée par la vieille génération d'immigrés de Chine continentale, elle représente les intérêts de la communauté monacale traditionnelle, qu'elle défend auprès de l'Etat par un lobbying discret. Le deuxième cas est celui de la Montagne de la Lumière du Bouddha (Foguangshan), mouvement laïc fondé par le moine Xingyun, qui se réclame de la tendance réformiste et modernisatrice de Taixu, favorable à l'engagement politique des bouddhistes. Proche du Guomindang, Xingyun a pourtant mollement appuyé la candidature rivale d'un bouddhiste laïc aux élections présidentielles de 1996, et a mobilisé ses 450,000 adeptes lors de manifestations en 1997, exprimant ce que l'auteur appelle une stratégie de « remontrance » envers le gouvernement. Le troisième cas étudié est la Fondation bouddhique caritative de Tzu Chi (Ciji gongdehui), dirigé par la moniale Zhengyan, qui s'inscrit également dans la lignée réformiste de Taixu, mais prône une abstention rigoureuse de toute activité politique. Mouvement caritatif qui prétend compter quatre millions de bénévoles et d'adhérents, Ciji est l'une des plus grandes associations de la société civile taïwanaise. Malgré ses ressources immenses, Ciji n'a jamais mobilisé ses adeptes contre le gouvernement, ni critiqué sa politique sociale, et s'est toujours contenté de faire de bonnes œuvres, faisant office d'appoint aux carences du système de protection sociale taïwanais, peu importe le parti au pouvoir.

L'ouvrage commence par une critique des hypothèses que la théologie bouddhique, la culture confucéenne, ou la structure politique pourraient expliquer le comportement

politique des bouddhistes asiatiques. A l'aide d'exemples historiques et contemporains dans plusieurs pays, allant de la rébellion armée au passéisme, il montre qu'il est impossible de traiter tous les bouddhistes asiatiques comme un seul bloc homogène. Pour chacun des groupes étudiés, A.L. présente de manière claire et concise l'histoire de l'association, ses objectifs, et sa structure organisationnelle ; puis analyse son comportement politique, qu'il tente d'expliquer en référence à plusieurs variables possibles, notamment l'attitude des dirigeants ; les capacités organisationnelles du mouvement ; et la correspondance entre les dirigeants et la base au niveau de l'ethnie et du sexe. Une hypothèse, dérivée d'études sur les orientations politiques de groupes religieux américains, serait qu'un fort appui de la base des fidèles, couplée aux capacités organisationnelles, serait le facteur déterminant ; alors qu'une deuxième hypothèse donnerait la primauté à l'attitude du dirigeant. Après avoir appliqué ces variables aux trois cas étudiés, A.L. constate de manière convaincante qu'aucune des variables concernant l'organisation ou la base des fidèles n'a de valeur explicative, et en conclut que « les vues des dirigeants émergent comme une explication plus puissante du comportement politique d'une association religieuse » (p. 105).

Malgré la richesse des faits présentés et la rigueur de la démonstration, on peut critiquer la grille d'analyse choisie par l'auteur. Les facteurs culturels, théologiques et politiques sont vite balayés de la main – certes, A.L. a raison de refuser des généralisations abusives qui traiteraient « la doctrine bouddhique », « la culture confucéenne » ou « la démocratie » comme des entités réifiées qui agiraient comme variables indépendantes sur le comportement d'associations particulières. Mais « l'attitude des dirigeants » n'exprime-t-elle pas leur sélection et leur interprétation différenciée d'éléments de la doctrine bouddhique et de la culture religieuse et politique dans lesquels ils baignent, autant que leurs particularités psychologiques et biographiques ? L'ouvrage a certes le mérite de souligner la diversité des stratégies possibles basées sur une même affiliation religieuse dans un même contexte politique.

David PALMER